



## **PREFET DU PAS-DE-CALAIS**

**PRÉFECTURE**  
**DIRECTION de la COORDINATION des POLITIQUES PUBLIQUES**  
**et de l'APPUI TERRITORIAL**  
**BUREAU des INSTALLATIONS CLASSÉES, de l'UTILITÉ PUBLIQUE**  
**ET DE L'ENVIRONNEMENT**  
**Section des INSTALLATIONS CLASSÉES**  
**DCPPAT- BICUPE-SIC - GM - N° 2017 - 169**

### **INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

---

**Commune de TINGRY**

---

**SOCIETE OPALE CARRIERES**

---

### **ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

---

**LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS**

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**VU** le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2017-10-65 du 20 mars 2017 portant délégation de signature ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 14 avril 2004 ayant autorisé la SA OPALE CARRIERES à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de TINGRY ;

**VU** la visite réalisée par l'Inspection de l'Environnement sur le site exploité par la Société OPALE CARRIERES le 4 avril 2017 ;

**VU** le rapport de visite de M. le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 25 avril 2017 ;

VU la lettre de l'Inspection de l'Environnement du 25 avril 2017 informant la Société OPALE CARRIERES de la proposition de mise en demeure ;

VU l'absence de réponse de la Société OPALE CARRIERES ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite en date du 4 avril 2017, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a réalisé le constat suivant :

- défaut de visibilité de la borne de nivellement,
- absence de clôture autour des zones exploitées,
- absence de linaires d'écrans boisés.

**CONSIDERANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles 4, 12 et 15 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2004 ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la SA OPALE CARRIERES de respecter les prescriptions des articles 4, 12 et 15 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2004, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :**

La SA OPALE CARRIERES, dont le siège social est situé 195 rue de Bellenville à BEUVRY (62660), et qui exploite une carrière à ciel ouvert située à TINGRY, aux lieux-dits « Le Bois l'Abbé », « La Gloriette », « Ferme de Cappe » et « Champs de Tingry », est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2004 reprises dans le tableau ci-dessous dans les délais indiqués dans le présent article à compter de la notification du présent arrêté.

Référence réglementaire	Prescription	Délai
Article 4 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2004	<u>Bornages</u>  Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant est tenu de placer :  [...]  c) Une borne de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après.  d) L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. [...].	2 mois
Article 12 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2004	<u>Clôtures et accès</u>  Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.  L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.	15 jours

	Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.	
Article 15 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2004	<u>Limitation des pollutions</u>  [...] En particulier, l'exploitant poursuit la mise en place des écrans boisés tels que définis en annexe 5, selon le phasage ci-après : .../... - linéaire compris entre la zone boisée à proximité du point M et le point J, 1 an à compter du début d'exploitation ; - linéaire J à 6, 7 ans à compter du début d'exploitation ; - linéaire 6 à 7, 12 ans à compter du début d'exploitation.  [...].	1 an

## ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## ARTICLE 3 : DELAI ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

## ARTICLE 4 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de BOULOGNE SUR MER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Société OPALE CARRIERES et dont une copie sera transmise au Maire de TINGRY.

Arras, le - 6 JUL. 2017

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Marc DEL GRANDE

### Copie destinée à :

- Société OPALE CARRIERES – 195, rue de Bellenville – 62660 BEUVRY
- Sous-Préfecture de BOULOGNE SUR MER
- Mairie de TINGRY
- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à LILLE (courriel)
- Dossier
- Chrono

